



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
TRANSPORTS
VILLE ET LOGEMENT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Commissariat général au Développement durable

*Service des Données et Études Statistiques
Sous-direction des statistiques des transports
Bureau des statistiques de la route, des
véhicules et de la logistique*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Routage de l'enquête sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM)

25/CGDD/SDES/TRM26

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 9 pages numérotées de 1 à 9

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 – TYPE ET FORME.....	3
ARTICLE 4 – DUREE.....	3
ARTICLE 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 6 – PIÈCES A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 7 – DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 8 – MODALITE D'EXECUTION	4
8.1 Passation des bons de commande	4
8.2 Réception des prestations.....	4
ARTICLE 9 – AVANCE	4
ARTICLE 10 – CAUTIONNEMENT ET GARANTIES FINANCIERES	4
ARTICLE 11 – MODALITES DE DÉTERMINATION DES PRIX	5
11.1 Nature du prix	5
ARTICLE 12 – MODALITES DE RÈGLEMENT	5
12.1 Facturation.....	5
12.2 Délai de règlement.....	6
12.3 Coordonnées du comptable assignataire des paiements	6
12.4 Imputation budgétaire de la dépense	6
ARTICLE 13 –PENALITES.....	6
13.1 Pénalités pour retard d'exécution.....	6
13.2 Pénalités pour non-respect de l'engagement sociale.....	6
13.3 Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux.....	6
13.4 Sanctions et pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	6
ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES	6
14.1. Sous-traitance.....	6
14.2. Modification du marché	6
14.3. Clauses de réexamen	7
14.4. Changements affectant la société	7
ARTICLE 15 – NANTISSEMENT	7
ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITÉ - PROTECTION DES DONNEES	7
16.1. Traitement de données à caractère personnel.....	7
ARTICLE 17 – RESPONSABILITE.....	7
ARTICLE 18 – STATUT DES PRESTATIONS FOURNIES	8
ARTICLE 19 – CLAUSE SOCIALES	8
ARTICLE 20 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	8
ARTICLE 21 – CONDITIONS DE RESILIATION	8
ARTICLE 22 – APPLICATION DE L'ARTICLE 45 DU CCAG/FCS	8
ARTICLE 23 – CONTENTIEUX ET LITIGES.....	8
ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	8

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet :

- l'impression de lettres d'avis d'enquête, de rappel, de mise en demeure de répondre ;
- le routage des courriers aux entreprises enquêtées dans l'enquête TRM dont le Service des Données et Études statistiques (SDES) au sein du Commissariat général au développement durable (CGDD) des Ministères Transition écologique, Aménagement du territoire, Transports, Ville et Logement (MTEATTVL), appelé ci-après l' « Administration », est le maître d'ouvrage.
- le maquettage du questionnaire de l'enquête (revu tous les ans) ainsi que la mise à jour des modèles de courrier pour l'impression des lettres personnalisées.

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles R 2161-2 à 5, R 2162-1 à 6 et R 2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique

Cet appel d'offres fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP), au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) en application des articles R2131-16 et R2131-19 à 20 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3 – TYPE ET FORME

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offre dont le montant maximum annuel H.T. du marché est de 140 000 euros pour une année complète.

Le présent marché n'est pas alloti, car l'allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations

ARTICLE 4 – DUREE

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois. Il prend effet à compter de la date de notification. Il peut être reconduit 3 (trois) fois tacitement pour une période de 12 mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 (quarante-huit) mois.

Ce délai s'entend comme celui pendant lequel le maître d'ouvrage pourra passer des commandes au titulaire et son délai d'exécution ne pourra excéder 4 mois.

Une décision expresse de non-reconduction peut être prise par le pouvoir adjudicateur, au moins un mois avant la date d'échéance de la fin du marché.

ARTICLE 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché sera constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- l'Acte d'Engagement et son annexe financière : le bordereau des prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- la proposition technique et financière du prestataire ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- les bons de commandes ;
- la lettre de candidature DC1 ;
- la déclaration du candidat DC2.

En cas de contradiction entre les documents du titulaire (clauses générales des ventes, mémoires techniques, autres annexes du candidat...) et les clauses du marché, seules prévalent les clauses du CCAP et du CCTP.

ARTICLE 6 – PIECES A FOURNIR EN COURS D’EXECUTION DU MARCHE

Le prestataire retenu s’engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu’à la fin de l’exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l’honneur prévues à l’article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le MTEATTVL /CGDD, à l’adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

ARTICLE 7 – DEFINITION DES PRESTATIONS

La description précise des prestations à réaliser fait l’objet du CCTP, pièce contractuelle du présent marché.

ARTICLE 8 – MODALITE D’EXECUTION

Les délais d’exécution sont indiqués dans le CCTP

L’Administration fournira en début de chaque semaine à un jour arrêté avec le prestataire, qui pourra être modifié si les circonstances l’exigent (jour férié, situation exceptionnelle) le fichier informatique dans un envoi sécurisé contenant la liste des numéros de questionnaires avec la semaine d’enquête ainsi que les noms et adresses des destinataires des questionnaires, les caractéristiques des véhicules enquêtés et les codes d’accès à l’application de collecte en ligne. Il y a 3 listes distinctes selon qu’il s’agit d’un 1er avis, d’un rappel ou d’une mise en demeure. Le Titulaire s’engage à exploiter les données et transmettre à l’Administration le bon à tirer (BAT) des courriers à imprimer au plus tard le jour suivant l’envoi des données. Le dépôt postal s’effectuera au plus tard le jour suivant la validation du BAT par l’Administration.

8.1 Passation des bons de commande

Les bons de commande sont émis par l’Administration. Ils se réfèrent aux devis établis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaires

Un bon de commande pourra être émis jusqu’au dernier jour de validité du marché et son délai d’exécution ne pourra excéder 4 mois.

Les bons de commande mentionnent :

- la référence au présent marché (numéro et date de notification)
- les quantités commandées pour chacun des prix du marché ;
- le montant hors taxe de la commande ;
- le montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur la base du taux en vigueur au moment de l’édition de la commande ;
- le montant toutes taxes comprises de la prestation commandée.
- les lieux de livraison et d’exécution
- le délai d’exécution

8.2 Réception des prestations

Le Titulaire transmet par mail aux personnes responsables du routage qui lui seront indiquées, un bon à tirer avant chaque envoi hebdomadaire, qui est validé par l’Administration.

ARTICLE 9 – AVANCE

Sauf refus du Titulaire dûment stipulé dans l’acte d’engagement, une avance de 30 % pour les petites et moyennes entreprises et de 5 % pour les grandes entreprises, pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à 10 du code de la commande publique.

L’avance est versée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d’une durée d’exécution dépassant deux mois, et remboursée suivant les dispositions du code de la commande publique.

ARTICLE 10 – CAUTIONNEMENT ET GARANTIES FINANCIERES

Sans objet

ARTICLE 11 – MODALITES DE DÉTERMINATION DES PRIX

Le marché est conclu à prix unitaire ferme.

Le prix des prestations, tel que mentionné dans le bordereau des prix unitaires du candidat, est réputé comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de la prestation. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Le candidat certifie que les prix de référence qui ont servi à établir les prix du présent marché n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Le Titulaire prévient immédiatement le conducteur de la prestation de tout changement de taux de la T.V.A. qui lui est applicable

11.1 Nature du prix

- Prestations assujetties à la TVA

Les prix du marché sont des prix unitaires fermes.

- Affranchissements non assujettis à la TVA

Les prix d'affranchissement sont ajustés sur les tarifs postaux en vigueur.

La modification des tarifs postaux sera supportée par l'Administration. Le titulaire fournira, autant que de besoin, les justificatifs portant sur ces modifications tarifaires.

.

ARTICLE 12 – MODALITES DE RÈGLEMENT

A la fin de chaque mois, le Titulaire produira une facture correspondant aux quantités de lettres envoyées dans le mois auxquelles seront appliqués les prix unitaires.

Le marché donnera lieu à des paiements sur présentation de factures établies comme il est indiqué ci-après et après certification du service fait par la personne publique.

12.1 Facturation

.

Le règlement s'effectuera sur présentation des factures et après validation du service fait.

Les factures sont libellées au nom du :

Ministères de l'aménagement du territoire, transition écologique – MTEATTVL /CGDD
CGF- MTEATTVL -AC
Grande Arche-Paroi sud
23ème étage
92055 LA DEFENSE Cedex

Le Titulaire devra adresser ses factures sous format électronique à l'aide du portail Chorus factures fournisseurs. Inscription sur ce portail dédié à l'adresse suivante :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées doivent comporter le numéro du marché Chorus correspondant (numéro à 10 chiffres) et le code « service exécutant » suivant : FAC9450075

Destinataire État : SIRET : 110 002 011 000 44

Elles feront l'objet d'une certification du service fait par la Personne publique.

Elles devront comporter les indications suivantes :

- Désignations des parties contractantes (nom/raison sociale et adresse)
- Le numéro et la date de notification du présent marché

- Le numéro du bon de commande
- Le code du service exécutant soit : FAC9450075
- Date, numéro de la facture ainsi que son montant hors taxes, toutes taxes comprises et le taux de la TVA
- Description de la prestation facturée

L'État se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant du crédit au compte ouvert désigné dans l'acte d'engagement.

12.2 Délai de règlement

La demande de paiement (facture) n'est recevable qu'après validation de la prestation fournie. Elle fera l'objet d'une certification du service fait par la Personne Publique.

En application de l'article R2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours.

12.3 Coordonnées du comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable du pôle ministériel – Arche sud – 92055 La Défense

12.4 Imputation budgétaire de la dépense

Cette dépense sera imputée sur le programme 159-action10-sous action 08-Centre de coût : CGDSDES092

ARTICLE 13 –PENALITES

13.1 Pénalités pour retard d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), il sera fait application de pénalités si des dépassements des délais sont constatés dans l'exécution des prestations commandées.

13.2 Pénalités pour non-respect de l'engagement sociale

En cas de non-respect des engagements en matière de clause sociale pris par le titulaire dans son offre, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

13.3 Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux

En cas de non-respect des engagements environnementaux pris par le titulaire dans son offre, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs demandés au titre des considérations environnementales, il sera appliqué une pénalité égale à 50 euros par jour de retard et par pièce manquante.

13.4 Sanctions et pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité

Sans préjudice des sanctions prévues par l'article 226-13 du code pénal, des pénalités s'appliquent en cas de méconnaissance de la réglementation concernant le traitement des données à caractère personnel ou en cas de violation des obligations de sécurité ou de confidentialité qui, si elles impliquent des données à caractère personnel, ces pénalités correspondent à 2 % du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur ou 0,5 % de ce montant si elles n'impliquent pas de données à caractère personnel.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES

14.1. Sous-traitance

Pour toute sous-traitance, le Titulaire se conformera aux articles R 2193-1 à R 2193-22 du Code de la Commande Publique.

14.2. Modification du marché

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution en application des articles R 2194-1 à R 2194-10 du Code de la Commande Publique

14.3. Clauses de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pourraient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par écrit, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment, des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations (entre autres du fait de facteurs externes, par exemple liés au secteur des télécommunications et ses régulations) et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

14.4. Changements affectant la société

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produit à cet effet, un extrait K bis ou tout autre document justifiant de ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

Le cas échéant, cet article s'applique également aux sous-traitants et/ou co-traitants.

ARTICLE 15 – NANTISSEMENT

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances dans les conditions prévues aux articles R 2191-46 et suivants du Code de la Commande Publique

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITÉ - PROTECTION DES DONNEES

Le Titulaire est tenu à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché. Il est tenu par l'obligation de discrétion. Il signera un engagement de confidentialité auprès du Conseil national de l'information statistique (CNIS).

Le Titulaire et ses personnels s'engagent à ne diffuser et à ne faire état d'aucune information qui leur aurait été communiquée ou qu'ils auraient apprise lors d'une rencontre, manifestation ou entrevue.

En raison de la confidentialité des données, les réponses à l'enquête, sous forme papier ou électroniques, devront être saisies sur le territoire français et hébergées sur un serveur sécurisé localisé sur le territoire français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

16.1. Traitement de données à caractère personnel

L'enquête TRM est une enquête statistique, menée dans le cadre de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Elle doit également respecter :

- la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données - RGPD).

Le Titulaire devra respecter ces deux lois et le règlement européen, concernant les données et leur traitement, et notamment les articles 34 à 36 de la loi n°78-17 susvisée relatives à la sécurité et à la confidentialité des données, ainsi que les articles 28 et 29 du RGPD susvisé.

Les engagements du titulaire sont précisés dans l'article IV.VII et IV.VIII. du CCTP.

Le non-respect de ces engagements entraîne l'application automatique d'une pénalité selon les modalités de l'article 13.4 ci-dessus.

ARTICLE 17 – RESPONSABILITE

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du marché. Il ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution des prestations telles que décrites dans l'ensemble

des pièces contractuelles, sauf à rapporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

ARTICLE 18 – STATUT DES PRESTATIONS FOURNIES

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute natures afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.

Les informations, documents et résultats produits dans le cadre de ce marché sont la propriété de l'Administration. Il sera fait mention de l'Administration (MTEATTVL //CGDD/ SDES) dans les documents produits. La diffusion des documents papier et électronique, ainsi que la valorisation de l'étude, sont à l'initiative exclusive de l'Administration.

ARTICLE 19 – CLAUSE SOCIALES

Le Titulaire est tenu de présenter les dispositifs d'amélioration des relations et conditions de travail notamment de bien-être au travail et mesures prises en faveur de l'égalité Femme/Homme et l'ensemble des dispositions (exemple : Labels RSE, ou équivalents, reconnus par l'Etat...) mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE 20 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Il est fait application de l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME :

<https://bilans-ges.ademe.fr/>

conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plateforme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document

ARTICLE 21 – CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché peut être résilié par l'Administration, suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

ARTICLE 22 – APPLICATION DE L'ARTICLE 45 DU CCAG/FCS

Les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS portant sur l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire s'appliquent au présent marché.

ARTICLE 23 – CONTENTIEUX ET LITIGES

Le règlement amiable des conflits est préconisé par l'établissement d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil conformément à l'article L 2197-5 du code de la commande publique.

Dans le cas où le règlement amiable est impossible, le conflit sera porté devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Le présent CCAP ne déroge pas au CCAG/FCS.